

Histoires d'eaux

C'est reparti. Comme tous les étés, à cause du réchauffement climatique, la France manque de flotte. Les deux tiers de nos nappes phréatiques sont déjà dans le rouge. Résultat, dans 71 départements, les préfets viennent de donner l'ordre d'y aller mollo sur le lavage de la voiture, le remplissage de la piscine, l'arrosage de la pelouse et même des cultures. Ça ne risque pas de s'arranger : d'après une récente étude de Météo· France, le réchauffement de l'Hexagone sera plus fort que prévu, avec une hausse de 4 °C d'ici à la fin du siècle. Or, 1° C. supplémentaire, c'est 7% d'eau en plus dans l'atmosphère, et autant en moins dans les rivières et les nappes souterraines.

Une vraie cata pour les géants de l'eau en bouteille, qui ont fait de l'Hexagone le premier exportateur mondial d'eau minérale, avec plus de 2 milliards de litres exportés chaque année, soit un tiers de notre production. De l'or bleu vendu cent fois plus cher que la flotte du robinet. Désormais, ça ne coule plus de source pour les trois multinationales qui siphonnent la France. À cause de l'assèchement des nappes phréatiques, Nestlé Waters, le champion planétaire de l'eau en bouteille, avec ses sept marques, a dû dès le printemps réduire les cadences d'embouteillage de l'usine Perrier, à Vergèze, dans le Gard, et suspendre dans les Vosges deux sites de production Hépar. À Volvic, dans le Puy-de-Dôme, c'est Danone qui est montré du doigt par les habitants parce que le groupe continue de pomper, comme si de rien n'était, un quart de la nappe phréatique.

Afin ne pas tarir leur lucratif marché, les industriels prospectent partout en France pour dénicher de nouvelles sources en puisant toujours plus profond. La Compagnie générale d'eaux de source vient ainsi de jeter son dévolu sur Montagnac, une petite commune de l'Hérault. Cette filiale du groupe Alma, troisième embouteilleur de France avec 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel et une vingtaine de marques, comme St-Yorre, Châteldon ou Cristaline, a obtenu le feu vert de la mairie pour « vider » la nappe phréatique pendant quinze ans, à raison de 1,2 milliard de litres par an. Au grand dam des habitants, qui estiment qu'on leur vole leur trésor aquifère, récupéré à 1 500 mètres de profondeur, alors que la quasi-totalité du département vient encore une fois d'écoper d'un arrêté sécheresse. Ça part vraiment à vau-l'eau ...

Le Canard du 26 juillet 2023